

Attribution de fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine

Consultation publique de l'ARCEP en date
du 13 juillet 2017

Contribution de TDF

Le 7 septembre 2017





Introduction

Le plan France Très Haut Débit prévoit que sur les 17 millions de locaux de la zone RIP, 7 millions seront couverts avec des technologies alternatives à la technologie Fibre.

Parmi les technologies alternatives, la technologie 4G TD-LTE (aussi appelée RTTH pour Radio to the Home ou encore 4G fixe) est aujourd'hui, sans doute possible, la technologie la plus adaptée pour assurer l'accès de tous au très haut débit fixe sur la zone RIP. Cette technologie alternative s'impose car il serait économiquement inefficace de déployer 100% des locaux en FTTH, à tout le moins pendant une période transitoire et parce que les réseaux mobiles n'ont pas la capacité et la vocation à servir les besoins de couverture en très haut débit fixe. La mission de ces réseaux et des fréquences associées est de fournir le service en mobilité.

La consultation publique intitulée « Attribution de fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine », lancée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après, « ARCEP ») le 13 juillet dernier et objet de la présente contribution de TDF, constitue, dans ce contexte, une étape importante de la politique d'aménagement du territoire. Cette consultation porte en effet sur le projet de décision limitant l'usage de la bande 3410 - 3460 MHz en France métropolitaine à la fourniture de services d'accès fixe ainsi que sur les modalités d'attribution de fréquences dans cette bande.

Au regard de ces développements, TDF remercie l'ARCEP de lui offrir l'opportunité d'apporter l'ensemble des éléments qui lui semble utile à la réflexion menée par l'Autorité et plus largement à la poursuite des objectifs poursuivis par l'Etat.

Avant de présenter ces éléments, TDF souhaite ici, à titre liminaire, revenir sur la proposition qu'elle a récemment transmise au Gouvernement concernant la complétude de la zone RIP.

Comme évoqué plus haut, sur le périmètre de cette zone RIP, les déploiements de la fibre, qui donnent lieu à de nombreux appels d'offres et sont engagés de façon contractuelle, ne concernent que 10 millions de locaux sur les 17 millions de la zone.

TDF préconise donc un modèle adapté, dérivé de celui des RIP, pour couvrir les 7 millions de locaux qui ne font aujourd'hui l'objet d'aucun plan ni d'aucune intention d'investissements et ce, avec des technologies alternatives au FTTH au premier rang desquelles la 4G hertzienne dans la bande 3,5 GHz.

TDF recommande en outre qu'il y ait une licence unique par territoire et que les collectivités soient clairement responsabilisées dans la définition des modalités et des zones de déploiement de ces réseaux afin d'assurer une cohérence et une complémentarité parfaites entre les différentes technologies, conformément à la raison d'être des Schémas Territoriaux Départementaux d'Aménagement Numérique (STDAN).

Ainsi, le schéma d'attribution des RIP RTTH reposerait sur deux composantes articulées :

- Un contrat de DSP avec la collectivité, intégrant le cas échéant, une subvention publique si elle s'avère nécessaire, pour déployer un réseau RTTH dans les zones non FTTH de chaque département français. Le montant global des subventions devrait tenir dans l'enveloppe RIP.
- Une autorisation de l'ARCEP pour utiliser les fréquences, dont TDF préconise que la durée soit étendue au-delà de 2026, a minima jusqu'en 2028, pour que les DSP soient au moins de 10 ans afin de rentabiliser les investissements et de limiter l'éventuel financement public.

Le modèle économique pour ces réseaux nécessite une articulation cohérente avec les déploiements FTTH.

Au plan opérationnel, ces réseaux RTTH seraient mis à disposition des grands FAI nationaux, à l'instar des réseaux RIP FTTH, avec des interfaces et processus identiques.

Contribution de TDF sur le document 1 : Modalités d'attribution de fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine

La consultation sur l'attribution de la bande 3410 - 3460 MHz pour le très haut débit en France métropolitaine décrit les conditions et limites envisagées par l'ARCEP pour la mise à disposition de ces fréquences.

Les développements ci-après décrivent la position de TDF sur les différents sujets identifiés dans le document de consultation et le cas échéant ses propositions et demandes à l'Autorité.

Sur la disponibilité des fréquences

Au point 2. du document soumis à consultation, l'ARCEP identifie les départements pour lesquels des limitations (au nombre de 3) d'utilisation des fréquences de la bande 3,5 GHz existent.

TDF note que si aucun département n'est concerné simultanément par les trois limitations d'attributions liées aux utilisations actuelles, 18 sont concernés par deux de ces limitations et que par ailleurs, les conditions effectives de levée de ces restrictions ne sont pas clairement définies.

Aussi, TDF demande à l'Autorité qu'un planning détaillé des réaménagements (emprises géographiques et calendrier) soit communiqué aux opérateurs afin qu'ils puissent déterminer la pertinence d'un investissement dans les départements concernés.

En outre, TDF estime qu'il est nécessaire que les opérateurs soient informés si les titulaires actuels de licences « *pour fournir de l'accès à internet avec pour objectif d'aménagement numérique du territoire* »¹ (22 départements) sont susceptibles de bénéficier d'une priorité ou d'une partie du territoire attribué dans le cadre de la future procédure d'attribution des fréquences très haut débit radio dans la bande 3410 - 3460 MHz.

[SDA]

En conclusion sur ce point, TDF demande à l'Autorité de préciser, au-delà de la formulation générale figurant dans la consultation, l'ensemble des éléments sur la disponibilité réelle des fréquences pour que chacun puisse définir les conditions de leur utilisation dans les zones devant être couvertes en haut débit via la technologie RTTH.

Sur la durée des autorisations

La consultation indique que les attributions envisagées pour la bande THDR auraient pour échéance le 24 juillet 2026.

¹ Document de consultation, p. 5.

TDF estime que cette échéance, associée aux limitations évoquées précédemment (notamment en cas de possibilité d'une utilisation des fréquences qu'à compter de 2020 ou 2021 - cf. 33 départements), réduirait l'intérêt d'un investissement dans un tel réseau.

TDF demande donc à l'ARCEP de définir une durée de licence favorable à l'investissement et permettant la définition de tarifs de détail cohérents avec le fonctionnement du marché sans imposer une contribution trop importante aux collectivités.

TDF considère qu'une durée de licence de 10 ans constituerait une durée minimale au regard de ces objectifs.

Sur l'étendue géographique des autorisations au sein d'un département

Tous les départements n'ont pas aujourd'hui engagé une démarche de type RIP et certaines collectivités sont manifestement opposées aux schémas départementaux d'aménagement numérique.

TDF suggère donc que toutes les collectivités intéressées puissent, de manière analogue à la procédure identifiée pour les départements dans le document de consultation, constituer un niveau éligible à l'attribution de ces fréquences et veiller via leurs opérateurs techniques à ce que les règles de coordination des réseaux édictées par l'ARCEP soient respectées.

Sur les obligations de déploiement par défaut

Des conditions et obligations de déploiement sont définies dans le document de consultation.

Pour TDF, le niveau de service THD par défaut défini dans le document de consultation n'est pas atteignable en raison de la fixation d'un pourcentage de temps (95% du temps) trop élevé qui ne correspond pas à la nature du trafic Internet visé.

Il conviendrait plutôt de définir un critère objectif reflétant des performances d'accès de type grand public.

TDF demande donc à l'Autorité de retenir les caractéristiques par défaut suivantes :

- Débits Internet nominaux : 30 Mb/s débits descendants et 5 Mb/s montants ;
- Débits Internet minimums à l'utilisateur : 1/20 des débits nominaux ;
- Latence sur le réseau radio (hors accès collecte Internet) : inférieur à 100ms ;
- Pas de limitation sur le volume des données transmises.

TDF demande à l'ARCEP de supprimer tout objectif de garantie des débits. Ce type de garantie est réservé aux offres Entreprise et ne sont pas adaptées à un service grand public, sauf à multiplier les prix de détail par un facteur 10. Les offres grand public des FAI, sur cuivre, fibre ou radio, ne disposent pas de telles garanties et rien ne justifie un traitement différent pour le THD radio.

Par ailleurs, le délai imposé (12 mois) pour la mise en service des 10 premières stations radioélectriques dans chaque département concerné semble incompatible avec les processus industriels d'identification des zones et de construction des sites.

TDF demande donc à l'Autorité de modifier ce délai de 12 mois pour la mise en service de 10 stations électriques. Un délai de 18 mois semble cohérent au regard de l'expérience acquise par les opérateurs d'infrastructures. En conséquence, TDF demande à ce que le délai de 18 mois prévu pour fournir une offre de détail soit étendu à 24 mois.

Par ailleurs, dans le cas de couvertures réduites en termes d'emprise géographique, TDF estime pertinent que les obligations de déploiement soient coordonnées avec l'ARCEP afin d'assurer la couverture, sans contraintes définies *a priori*, sur la typologie du réseau.

Sur les conditions techniques d'utilisation

Les conditions techniques d'utilisation étant spécifiées au niveau européen, les équipements mis à disposition respecteront les limites énoncées dans la consultation.

TDF souligne néanmoins que le déploiement de la 5G dans la bande au-dessus de 3460 MHz pourrait poser une question de compatibilité réciproque entre les deux services même si cette dernière n'est pas explicitée dans la consultation. TDF considère que ce point devrait être abordé par l'ARCEP car cette bande est la bande cœur de la 5G et qu'elle devrait connaître des déploiements concomitants aux déploiements THDR si ce n'est sur les mêmes zones au départ, peut être sur des zones adjacentes. Le groupe CEPT/PT1 travaille d'ailleurs sur un mandat de l'Union Européenne visant à réviser le cadre réglementaire de l'utilisation de la bande 3,4 - 3,8 GHz comme bande pionnière 5G. Par ailleurs, l'utilisation de cette bande pour la 5G pose aussi la question de la replanification des utilisateurs existants qui ne doit pas s'effectuer dans la bande THDR.

Sur la description du projet dans les dossiers de demande d'attribution de fréquences

Concernant les aspects techniques du plan de déploiement, si TDF partage la volonté de l'ARCEP d'assurer une utilisation effective des fréquences attribuées, elle demande à ce que la description complète du réseau envisagé (nombre de sites radios, emplacements, etc.) dans la demande de fréquences puisse faire l'objet d'évolutions dans le cadre d'une procédure prédéfinie et souple.

En effet, ce réseau est susceptible d'évoluer dans le temps pour des raisons très variables : montée en charge du nombre d'utilisateurs du réseau (besoin de densification), montée en charge du réseau FTTH impliquant la réduction de la couverture THD Radio, etc.

Contribution de TDF sur le document 2 : Projet de décision limitant l'usage de la bande 3410 - 3460 MHz en France métropolitaine à la fourniture de services d'accès fixe

Comme évoqué dans la première partie de la présente contribution de TDF, les réseaux THDR sont les réseaux les plus efficaces pour atteindre les objectifs d'aménagement numérique du territoire poursuivis par l'Etat.

Aussi, TDF est entièrement favorable à l'adoption par l'ARCEP d'une décision limitant l'usage de la bande 3410 - 3460 MHz à la fourniture de services d'accès fixe.

Si TDF soutient le principe de l'adoption d'une telle décision, elle demande à l'ARCEP de modifier, pour l'ensemble des raisons présentées plus haut, la référence à la période d'application de la décision envisagée (24 juillet 2026 dans le projet de décision).

TDF demande plus précisément à l'ARCEP de définir une date maximale d'application de la décision fondée sur une durée de licence de 10 ans à compter de la mise à disposition effective des fréquences.



Propositions additionnelles

[SDA]

Enfin, TDF considère que l'Autorité pourrait utilement produire une note d'information ou un livre blanc afin d'informer l'ensemble des parties prenantes des objectifs, des performances et des limitations des réseaux susceptibles d'apporter une solution d'accès radio fixe disponibles sur le marché.

Ce document pourrait souligner l'évolution des technologies Radio qui avec la 4G fixe -LTE TDD permettent désormais une meilleure gestion du réseau avec une optimisation des performances par rapport à des technologies plus anciennes.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.
SIREN 342 404 399 RCS Nanterre
Siège Social
155 Bis, Avenue Pierre Brossolette
92120 Montrouge
France
Tel : 33(0)1 55 95 10 00

